

# LENGAS

47

2000

**LE GALICIEN ET LA  
SOCIOLINGUISTIQUE  
GALICIENNE A LA  
CONQUETE DE LA  
RECONNAISSANCE  
S O C I A L E**

*dossier réuni et présenté par*  
**M-C. ALÉN-GARABATO et  
X-P. RODRÍGUEZ-YÁÑEZ**



Montserrat RECALDE\*

# Le parcours socioculturel du galicien du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle

## 1. Introduction

Le parcours socioculturel du galicien est intimement lié aux événements sociopolitiques survenus en Galice, depuis le Haut Moyen Âge jusqu'à nos jours, et aux changements, associés à ces événements, dans le rôle politique et culturel joué par les royaumes péninsulaires. En cela, ce parcours est semblable à celui d'autres langues minoritaires de l'Europe, soumises à des conjonctures politiques ayant entraîné la standardisation d'une langue commune supralocale, destinée à devenir la langue officielle de la future nation-État, avec pour conséquence l'érosion des autres langues. Ce qu'a connu la France à la suite de la promulgation de l'Édit de Villers-Cotterêts (1539) et, surtout, après que la Révolution a appliqué jusqu'à l'unification linguistique totale ses principes d'égalité et de *citoyenneté*, en est un bon exemple.

L'histoire sociale du galicien pourrait bien se résumer par ces trois mots, *splendeur, déclin et renaissance*, si ces mots pouvaient rendre compte de la complexité de la situation sociolinguistique qu'ils tentent de décrire, en particulier les deux derniers. On emploie le terme de *Rexurdimento* [*Renaissance*] pour désigner l'étape, qui commence au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, au cours de laquelle le galicien est récupéré pour la création littéraire, après cinq siècles d'absence (ceux qu'on appelle *Séculos Escuros* [*Siècles Obscurs*]). Cependant, la « mort » linguistique que présuppose ce « naître ou apparaître de nouveau » ne s'est jamais produite. L'importance du rôle du galicien comme langue de la

---

\* Universidade de Santiago de Compostela.

communication orale est demeurée pratiquement inchangée jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Le nier, ou l'oublier, équivaudrait à nier ou oublier les 90% de paysans qui, naguère encore, ne savaient pas parler d'autre langue. Ainsi qu'à nier ou oublier une riche littérature populaire dont la transmission orale a été assurée par ces mêmes paysans. Littérature populaire ne veut pas dire absence de littérature, ni langue orale absence de langue. Or, dans le jugement porté sur l'histoire socioculturelle du galicien, le culturel a primé le social, plus précisément la culture d'élite, le culturel écrit – même si culture populaire n'est pas, non plus, synonyme d'absence de culture. Ce sont les hauts et les bas qu'a connus le galicien dans la culture-écriture qui ont fourni les critères de périodisation et les étiquettes de dénomination (*Siècles Obscurs* pour sa décadence culturelle et *Renaissance* pour sa récupération littéraire). Cependant, le fait qu'une langue ne soit pas écrite n'a de répercussions sociales vraiment profondes qu'après la diffusion, dans une communauté, du capitalisme imprimé (Anderson 1983) et d'une culture de masse, jamais avant. Que la langue de l'écrit soit une langue différente de la leur aura peu d'influence sur les habitudes linguistiques de la grande masse d'illettrés. Mais il est certain que cela aura une influence, et grande, sur l'appréciation que porteront sur leur propre langue, quelques siècles plus tard, les descendants alphabétisés de ces illettrés. Comme on le verra plus loin, le taux élevé d'analphabétisme propre à une société féodale solidement hiérarchisée, qui a ralenti l'arrivée de la révolution industrielle et l'urbanisation qu'elle entraîne, a été décisif pour que la majeure partie de la population galicienne continue de parler le galicien, langue étrangère à celle des documents écrits, à la culture de l'élite et des hiérarques. De même, la généralisation de l'enseignement primaire, et plus encore du secondaire, ainsi que la croissance de la population des villes ont provoqué, au cours des cinquante dernières années, plus de désertions linguistiques que ne l'avaient fait, en cinq siècles, la castillanisation de l'administration et l'absence de culture écrite en galicien.

Une fois ces réserves faites, on utilisera, dans les pages qui suivent, les étiquettes traditionnelles pour désigner les trois grandes étapes socioculturelles qu'a traversées le galicien (*Moyen Âge*, *Siècles Obscurs* et *Renaissance*) ; sans oublier, dans la mesure du possible, les facteurs économiques, démographiques, sociologiques et idéologiques qui sont intervenus dans la configuration de la carte sociolinguistique de la Galice actuelle ou qui ont introduit des changements décisifs dans le rapport de forces entre les deux langues en contact à un moment donné de leur évolution historique.

## 2. Le Moyen Âge (du XII<sup>e</sup> siècle au XV<sup>e</sup> siècle)

Il n'existe pas de consensus sur le moment où les locuteurs des langues vernaculaires péninsulaires ont pris conscience que ce qu'ils parlaient était une langue romane différente du latin, et non plus sa variété vulgaire, ni sur le moment où ils se sont rendu compte que leur roman était nettement différent des romans parlés dans les territoires limitrophes. La datation oscille entre le IX<sup>e</sup> (Azevedo Maia 1992) et le XIII<sup>e</sup> siècles (Wright 1991). Quoi qu'il en soit, tout porte à croire que les premiers textes en roman galicien étaient des textes poétiques écrits à la fin du XII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIII<sup>e</sup> (Tavani 1986), ce qui fait remonter la langue orale galicienne à une période bien antérieure au XIII<sup>e</sup> siècle. Dès le milieu du XIII<sup>e</sup> prolifèrent, à Saint-Jacques de Compostelle, des instructions destinées aux pèlerins, écrites en provençal, en castillan ou en italien (Tavani 1986), ce qui témoigne de la prise de conscience d'une diversité linguistique romane et peut-être d'une certaine difficulté d'intercompréhension.

Ces premiers textes écrits inaugurent une tradition lyrique qui se prolonge jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle et qui nous est parvenue dans quatre recueils profanes (*Chansonnier d'Ajuda*, *Chansonnier de Colocci-Brancuti*, *Chansonnier de la Vaticana* et le *Chansonnier de l'Université de Berkeley*) et un recueil religieux (le *Chansonnier Marial* d'Alphonse X le Sage). C'est à la Cour de Tolède, sous le mécénat d'Alphonse X, que se trouve le foyer le plus actif de création et de distribution des textes ; des poètes de langues maternelles très diverses s'y rassemblent, composant leurs *cantigas* en galicien-portugais. La *scripta* littéraire des langues romanes péninsulaires dépasse alors les différentes limites territoriales et assume une fonction de *koinè* dans un espace multilingue. C'est ainsi que le galicien-portugais fonctionne comme véhicule expressif de la lyrique dans toute la partie du centre et de l'ouest de la péninsule, tandis que le castillan fonctionne comme langue de l'épopée, dans un contexte socioculturel où il devait être insolite d'employer des langues distinctes pour un même genre littéraire. Il semble que l'on puisse ici appliquer la distinction établie par Baggioni (1997) entre *scripta* ludico-littéraire et *scripta* administrative ou juridico-commerciale, car, dans ce dernier domaine, les langues étaient bien conditionnées par le territoire dès les premiers textes, ce que l'on pourrait interpréter comme les premières tentatives des vernaculaires péninsulaires dans la recherche d'une variété commune. On n'est donc pas surpris qu'Alphonse X n'ait pas employé le galicien mais le castillan pour

s'adresser aux conseillers galiciens et pour rédiger ses traités en prose, originaux ou traduits du latin ou de l'hébreu. Car, en définitive, ce roi était pleinement castillaniste dans le domaine politique, ne ressentant aucune sympathie envers les maisons nobiliaires galiciennes autrefois influentes, et ses ouvrages lyriques en galicien-portugais n'auraient pu entamer sa volonté de fixer la variété castillane comme langue commune de l'administration royale en remplacement du latin.

C'est peut-être par ce manque d'impulsion venant de la Cour, une impulsion que connaissaient la Castille et le Portugal, que peut s'expliquer la rareté des traités originaux galiciens à caractère historique, scientifique ou juridique –presque tous furent traduits du castillan ou du latin– contrairement à l'emploi habituel de cette langue, entre le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle et le premier tiers du XV<sup>e</sup> siècle, dans les documents et l'Administration à l'intérieur du royaume de Galice. L'usage éventuel du castillan dans ce type de textes se réduisait aux documents adressés à la Cour et, à partir du XV<sup>e</sup> siècle, à ceux que rédigeaient les délégués de la Cour, envoyés en Galice pour occuper de hautes fonctions dans l'Administration royale (*Alcalde Mayor del Reino* ou *Corregidor* de Galice). L'Église fut plus réticente à introduire le roman dans ses textes, comme en témoigne l'usage exclusif du latin jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. À partir de ce moment, le bilinguisme galicien-latin entre dans les conciles et les synodes puis, au début du XV<sup>e</sup> siècle se tient le vingt-sixième Concile de Saint-Jacques, entièrement en galicien. Mais la présence de cette langue dans la prose documentaire religieuse allait être éphémère car, peu de temps après que l'Église galicienne eut abandonné le latin, le castillan s'imposait peu à peu en Galice comme langue commune de l'écrit et pénétrait non seulement dans l'administration religieuse (cf., à ce sujet, Monteagudo 1993) mais aussi dans les documents nobiliaires.

La décadence du galicien comme langue de culture coïncide avec la mort d'Alphonse X. Le foyer principal de diffusion se déplace alors à la Cour portugaise où le roi Denis et le comte de Barcelos deviennent les mécènes d'un groupe de poètes déjà sensiblement réduit. À la mort du comte (1354), il ne reste plus d'aristocrates portugais désireux de poursuivre la tradition lyrique, qui souffre par ailleurs de la crise économique et de l'instabilité sociale. L'aristocratie galicienne, quant à elle, est plongée dans des guerres intestines. Entre-temps, en Castille, sous l'influence italienne, une nouvelle conception poétique écrite en castillan est en train de germer. Même si la tradition lyrique en galicien est encore présente à la Cour, elle a perdu de son éclat poétique et ses

tenants, principalement andalous, castillans et léonais, connaissent mal la langue dans laquelle ils écrivent ; d'un point de vue linguistique, les poèmes présentent de nombreuses interférences du castillan.

Cependant, plus que la décadence de la poésie, ce qui, dans la Galice du XVI<sup>e</sup> siècle, va mettre un frein à ce que Baggioni (1997, 73) nomme « la première révolution écolinguistique » et qui aboutira à des variétés vernaculaires standardisées, c'est la substitution progressive de la *scripta* documentaire galicienne par la castillane. Certes, l'existence d'une *koinè* littéraire favorise la stabilisation et la fixation d'une langue commune, mais elle ne suffit pas à en assurer le statut. Le sort encouru par certaines variétés linguistiques européennes à la fin du XV<sup>e</sup> siècle ou au début du XVI<sup>e</sup>, montre que seules triomphent comme langues communes celles que les organes du pouvoir adoptent pour rédiger leurs documents, quel qu'ait pu être le passé littéraire de ces langues<sup>1</sup>. Or, que les organes de pouvoir accordent leur préférence à une variété plutôt qu'à une autre ne relève pas du fait linguistique mais du fait politique.

En Galice, les événements qui se produisent vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle et, surtout, à partir de la seconde moitié du XV<sup>e</sup>, vont se révéler décisifs et conduire à la consolidation définitive du pouvoir monarchique face au pouvoir nobiliaire, suivie de la centralisation administrative. De 1366 à 1369 se déclenche une guerre civile de succession entre Pierre I<sup>er</sup> du Portugal, appuyé par la haute noblesse galicienne, et Enrique de Trastámara, soutenu par la noblesse castillane et les alliés galiciens. La victoire d'Enrique de Trastámara entraîne l'implantation en Galice de nouvelles lignées castillanes, dont certaines deviendront titulaires de postes haut placés dans le gouvernement du royaume, telles la *Pertiguería Mayor* de Saint-Jacques ou la charge d'*Adelantado Mayor* du royaume de Galice. Cette victoire signifie aussi la décadence de la grande noblesse autochtone qui, telle la maison des Castro, avait soutenu la cause légitimiste de Pierre I<sup>er</sup>. Fait sociolinguistique important, il s'agit de la première grande vague de lettrés castillanophones qui disposent de pouvoirs dans l'Administration. La seconde guerre de succession a lieu à la mort d'Henri IV, entre Isabelle la Catholique et Jeanne la Beltraneja. Après la victoire d'Isabelle, les Rois Catholiques vont mettre en place une série de mécanismes destinés à centraliser le pouvoir politique, dont deux sont à retenir : d'une part, la création de nouvelles institutions et de nouvelles charges déléguées par la Couronne et occupées par des aristocrates castillanophones fidèles aux souverains ; d'autre part, l'invitation à la Cour de la noblesse gali-

cienne à qui on va confier des fonctions diplomatiques importantes, ou convoitées comme la vice-royauté de Naples<sup>2</sup>. En même temps, on commence à placer à la tête de prieurés, d'abbayes ou de monastères des personnalités castillanes, afin de dénouer le lien d'intérêts qui unissait la petite noblesse et les monastères et qui réduisait considérablement les bénéfices de l'évêché. Afin d'éviter tout favoritisme dans les concessions, les évêques, prieurs et abbés faisaient venir avec eux une cohorte d'administrateurs, eux aussi castillans.

Les Rois Catholiques ne manifestèrent jamais d'intérêt pour l'assimilation linguistique du Royaume de Galice<sup>3</sup>. Ce qu'ils défendirent avec acharnement et intolérance virulente, et qui leur valut leur titre, fut l'assimilation religieuse. La substitution linguistique se produit comme une conséquence logique de leurs projets de création d'un appareil de pouvoir unifié, directement contrôlé par eux, elle ne relève certes pas d'un mouvement de « proto-espagnolisme » avant la lettre<sup>4</sup>. La vague de lettrés castillanophones envoyés en Galice pour occuper les hautes fonctions de l'Administration Royale et l'ensemble de clercs et de secrétaires qui accompagnaient ces lettrés amorcent l'homogénéisation de la culture écrite au moyen de la variété linguistique du territoire qui avait le plus fortement contribué à la consolidation de leur pouvoir, à savoir celle de la Castille.

### **3. Les Siècles Obscurs (du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle) : le processus de castillanisation**

Au XVI<sup>e</sup> siècle ont lieu, en Castille, deux événements décisifs qui vont légitimer l'expansion du castillan comme langue commune dans les territoires alloglottes péninsulaires soumis à la Couronne : la splendeur littéraire du Siècle d'Or, qui confère à la langue un énorme capital symbolique (Bourdieu et Boltanski 1975, Bourdieu 1980), et le début de sa standardisation par la création de grammaires. Ainsi que l'écrit Baggioni (1997), dans les États modernes de l'Europe de la Renaissance, le choix d'une norme comme variété de prestige consensuelle doit s'accompagner d'un processus de standardisation<sup>5</sup>, c'est-à-dire de fixation et de description de cette variété ; toute contre-norme, pour avoir des possibilités d'implantation et d'acceptation, doit être à son tour légitimée par un processus de standardisation parallèle. Le galicien ne connaît un début de standardisation qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la publication des premières grammaires et des premiers dictionnaires. L'absence, en Galice, d'un pouvoir politique prêt à favoriser et encourager l'activité des « faiseurs de



langue » a signifié l'interruption des premières tentatives de normalisation qui remontaient au Moyen Âge, de sorte que, entre le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle et la seconde moitié bien avancée du XX<sup>e</sup>, le galicien n'a plus fonctionné comme langue écrite commune en Galice.

Entre le XVI<sup>e</sup> siècle et le XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y a non plus aucune trace de littérature savante en galicien. La littérature transmise par les voies de l'écrit n'est pas interrompue, mais sa production est maigre et sans valeur créative : quelques compositions festives ou de circonstance pour des célébrations diverses (obsèques, baptêmes ou naissances royales). Toutefois, la production littéraire en galicien ne disparaît pas, elle change de formes de transmission, de thèmes et de protagonistes : l'écrit cède la place à l'oral, le savant au populaire. Et tandis que la culture savante autochtone est absente de la Galice jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle (il n'y a pas non plus de production en castillan), l'expression littéraire en galicien va se maintenir au travers des manifestations culturelles illettrées. Le nombre considérable de chansons, contes et romances récupérés par l'écriture durant les Lumières et le Romantisme – plus de six mille, d'après Blanco Pérez (1994) – est un bon témoignage de la vitalité de cette littérature pendant les Siècles Obscurs. Pour Blanco Pérez (1994), l'influence des thèmes et de la langue de la littérature populaire castillane sur la littérature populaire galicienne montre que la littérature castillane se serait introduite en Galice dès le XVI<sup>e</sup> siècle et qu'elle s'y serait répandue d'autant plus facilement qu'elle était mise en musique. Si tel est le cas, on est en droit de penser que, à l'époque où l'alphabétisation des masses n'était pas généralisée, les chansons et les romances de transmission orale ont été la voie la plus efficace de pénétration du castillan dans les couches populaires et que, *mutatis mutandis*, elles ont joué un rôle semblable à celui des médias du XX<sup>e</sup> siècle, donnant probablement à cette population une certaine compétence passive dans la langue dominante.

Avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, au cours duquel Philippe V ordonne que le castillan soit employé dans l'administration de la justice à l'intérieur de la Couronne d'Aragon (*Decretos de Nueva Planta*), il n'existe pas de politique linguistique explicitement agressive pour imposer le castillan. Pendant les deux siècles qui séparent la mort des Rois Catholiques de l'arrivée des Bourbons, sa pénétration dans l'administration laïque et religieuse n'est pas le fruit du centralisme linguistique mais relève du centralisme politique que l'on tente d'imposer en nommant des Castillans à la tête les organes de pouvoir en Galice. Devant l'arrivée de personnalités venant d'autres royaumes et ne

parlant pas le galicien, la petite noblesse galicienne, qui se sent injustement écartée des bénéfices et des prébendes, élève des protestations<sup>6</sup>. Ces plaintes obéissent probablement à la perte de l'hégémonie politique de cette noblesse, plutôt qu'à une indignation de ce qu'elle pourrait ressentir comme une agression extérieure contre la spécificité ethnolinguistique de la Galice. Car, en fin de compte, la priorité de la petite noblesse galicienne avait toujours été la conservation de ses privilèges et de son niveau de vie et, lorsque ce groupe exprime sa solidarité et sa loyauté, il le fait au sein de la classe aristocratique, traversant souvent les frontières ethnoculturelles et linguistiques par des mariages de convenance. Mais il faut croire qu'au XVI<sup>e</sup> siècle l'expansion croissante du castillan dans l'administration provoque une certaine inquiétude due à la connaissance encore précaire que l'on a de cette langue, comme en témoigne un rapport adressé, en 1523 à l'empereur Charles V, qui fait état du peu de garantie qu'offrent les titres des hidalgos en raison de la difficulté à comprendre la langue dans laquelle ils sont rédigés (Filgueira Valverde 1982).

La nomination de personnalités exogènes au poste de Capitaine Général du Royaume, l'une des plus hautes fonctions politiques de la Galice, devient une pratique courante au XVI<sup>e</sup> siècle qui s'intensifie au XVIII<sup>e</sup> sous la monarchie des Bourbons, avec l'arrivée de notables d'origine française. De même, les magistrats de la *Real Audiencia*, qui avaient des fonctions de gouvernement et de justice, venaient généralement d'ailleurs – aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle, 2% seulement d'entre eux étaient galiciens et ce chiffre atteint 15% au XVIII<sup>e</sup> siècle (Villares 1984).

Parmi les évêques et archevêques qui siègèrent à l'épiscopat galicien de 1550 à 1830, seuls 15, sur un total de 128, étaient galiciens. La composition ethnolinguistique des membres du clergé régulier fut, elle aussi, profondément modifiée : à la suite de la réforme des abbayes, les deux tiers des religieux étaient étrangers à la Galice (originaires des Asturies, de Léon, de Castille, de la Navarre, etc.) et c'est à eux que l'on confiait les charges d'abbés et de prieurs (Saavedra 1991). Il n'est donc pas surprenant qu'une hiérarchie ecclésiastique aussi déracinée ait, en Galice, remplacé le latin par le castillan, après que la Contre-Réforme catholique eut vu la nécessité d'établir avec le peuple un lien plus direct au moyen des vernaculaires ; et en dépit de l'absurdité que représentait, à l'époque, le fait de prêcher la foi catholique à une population en majorité illettrée dans une langue qui n'était pas la sienne<sup>7</sup>. À la suite du Concile de Trente, les évêques s'inquiètent de la formation intellectuelle du clergé et l'on multiplie le nombre de séminaires et de collèges. C'est ainsi qu'à

la fin du XVI<sup>e</sup> siècle sont construits les séminaires de Lugo et de Mondoñedo où, à côté des Écoles de Grammaire et des collèges jésuites, des précepteurs, venus pour la plupart de Castille, se chargent d'enseigner la grammaire latine et castillane à des séminaristes galiciens (Mariño Paz 1998). Cependant, on ne saurait oublier que, même au XVIII<sup>e</sup> siècle, 50% des prêtres ruraux étaient issus de familles de paysans aisés, participant de leur univers culturel et de leur système de valeurs (Saavedra 1991). Tous ces religieux se montraient insensibles aux préceptes de la morale catholique. Ils bredouillaient tant bien que mal un obscur latin de cuisine durant la consécration, et leur indifférence à l'égard de l'apprentissage du castillan devait ressembler à celle des paysans du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque la scolarisation primaire s'implanta en Galice. On peut donc supposer que l'extension de l'évangélisation en castillan a longtemps été un projet de la hiérarchie ecclésiastique plutôt qu'une réalité tangible.

Les nobles autochtones furent touchés par le processus de castillanisation peut-être plus lentement et plus inégalement qu'on ne l'a supposé, et leur connaissance de la langue orale suivit de loin l'usage généralisé du castillan dans l'écriture. Compte tenu de la très grande hétérogénéité de ce groupe d'un point de vue économique et culturel, la substitution linguistique dut se faire plus ou moins tôt selon les cas. D'un côté, il y avait les hidalgos ruraux qui, à l'occasion, avaient du mal à faire reconnaître leur statut juridique car leur mode de vie était à peine différent de celui des paysans aisés (Saavedra 1991, 1992) ; en dépit des blasons de leur ferme, ils pratiquaient eux aussi l'élevage et certains ne savaient pas lire. Ce groupe restait fidèle à sa langue maternelle, comme en témoignent Fray Martín Sarmiento et Juan Antonio Fernández Posse, deux esprits éclairés qui, hidalgos ruraux d'origine, avaient le galicien comme langue maternelle et n'apprirent le castillan que lorsqu'ils entreprirent leurs études religieuses. Un second groupe d'hidalgos possédait une culture plus raffinée. Loin d'être analphabètes, ils appartenaient à l'élite lettrée des villes, faisant jouer influences et relations. Ils se rendaient à la Cour de Castille pour gagner en importance au moyen du service royal ou d'alliances avec les lignées les plus puissantes de Castille, devenant membres du Colegio Mayor de Valladolid, présidents de Castille, inquisiteurs généraux ou confesseurs de la famille royale. Les salons des grandes maisons castillanes leur ouvraient les portes de la haute société et des hautes fonctions de l'administration de l'État et, quand ils retournaient dans les villes galiciennes pour y passer leurs vacances, ils apportaient avec eux les modes et la langue de la Cour. À côté de la grande aristocratie qui avait abandonné ses domaines pour s'installer défini-

tivement en Castille, ce groupe dut être le premier noyau autochtone à être castillanisé et son mode de vie et ses manières (y compris dans le domaine linguistique) séduisaient probablement les hidalgos urbains restés en Galice, toujours attentifs à suivre les usages et les diktats de la mode.

Comme la langue que ces nobles galiciens, bien situés dans l'appareil d'État, employaient dans leur correspondance privée était le castillan, y compris lorsqu'ils s'adressaient à d'autres nobles galiciens, on peut imaginer que la castillanisation de ce groupe social fut assez intense. Mais, par ses relations personnelles, son lieu de résidence et ses fonctions, c'était aussi le groupe le plus susceptible d'être castillanisé et il n'y a pas lieu d'extrapoler son comportement linguistique à toute la noblesse vivant en Galice. D'autre part, le castillan fonctionnait déjà comme langue commune écrite sur tout le territoire de l'État mais cela ne veut pas dire que sa présence dans la communication orale était aussi forte. De plus, pour le XVII<sup>e</sup> siècle, on constate la présence du galicien dans la correspondance personnelle de quelques-uns de ces nobles déplacés, ce qui semble montrer qu'ils n'ont pas encore cessé de le parler. C'est le cas de la correspondance privée du comte de Gondomar (Tobío 1973, 1980), qui avait été ambassadeur à Londres. Bien que la langue de base des lettres qu'il reçoit de nobles galiciens et de celles qu'il envoie soit le castillan, le changement de code y est constant (formules de salutations en début et en fin de lettres, expressions d'adhésion ethniques, etc.) et semble obéir à la recherche d'une plus grande force d'expression. En revanche, les lettres adressées au comte par sa famille résidant en Galice sont entièrement rédigées en galicien ou contiennent seulement des formules d'appel et de fin de lettre en castillan, ce qui dénote un usage encore ritualisé – cf. la lettre de doña María de Moscoso y Sotomayor, reproduite dans Tobío 1980 (357-358). Si nous trouvons ces témoignages de galicien écrit par les nobles les mieux placés, au XVII<sup>e</sup> siècle, alors que le castillan s'est emparé de l'Administration, on peut supposer que son usage oral était encore habituel chez ce groupe bilingue, et que l'emploi de l'une ou l'autre langue était conditionné par des critères fonctionnels. C'est pourquoi l'affirmation de Carballo Calero (1979, 144) peut sembler exagérée : « [...] se no tránsito da Idade Media á Idade Moderna se castelanizou lingüísticamente a nobreza, no tránsito da Idade Moderna á Contemporánea castelanizouse a burguesía »<sup>8</sup>, si, du moins, l'on entend par castillanisation un processus achevé.

Beramendi (1992, 1998) maintient que la castillanisation de la noblesse, amorcée au Moyen Âge et, selon cet auteur, achevée au XVI<sup>e</sup> siècle, a fait de

l'ethnicité galicienne un marqueur social négatif (entendu comme la conscience généralisée de l'infériorité économique et culturelle) tandis que l'ethnicité castillane allait fonctionner dans la société galicienne comme un marqueur social positif. À la base de cette affirmation, on trouve trois implications : (i) l'ethnicité assumait une fonction importante dans la construction de l'identité sociale chez les classes dirigeantes galiciennes (clergé et noblesse) ; (ii) le marqueur principal de cette ethnicité était la langue et l'abandonner signifiait renoncer à l'ethnicité ; (iii) une fois que la noblesse eut abandonné la langue galicienne et donc déserté son ethnicité galicienne, celle-ci s'est réfugiée au sein du peuple, lequel, ignorant et pauvre, l'a imprégnée de ses propres stigmates.

Mais, à mon avis, l'ethnicité n'était pas une composante aussi importante que le suggère cet auteur dans la construction de l'identité sociale des aristocrates galiciens, de même qu'elle ne l'était pas dans celle d'autres aristocrates européens (cf. à ce sujet Anderson 1983, Hobsbawm 1991). Comme le rappelle Breton (1995), les groupes humains sont susceptibles de privilégier leur adhésion ethnique plutôt que leur adhésion économique et sociale, ou bien l'inverse ; au Moyen Âge, contrairement à ce qui allait se produire chez les penseurs nationalistes du XIX<sup>e</sup> siècle, les aspects économiques et sociaux occupaient une place prioritaire. Les classes aristocratiques pouvaient éprouver leur cohésion en marge de l'ethnie et de la langue, au travers de liens matrimoniaux, de clientélismes et de loyautés personnelles avec des membres d'autres ethnies parlant d'autres langues – on se contentera de mentionner les liens matrimoniaux entre des membres de la maison galicienne du comte de Lemos et de la maison castillane du duc de Lerma, ou encore entre la maison du comte de Monterrei et celle du comte duc de Olivares. Par ailleurs, lorsqu'un noble affichait son adhésion ethnique, tel le comte de Gondomar qui exaltait, dans sa correspondance privée, les « faits et prouesses des Galiciens » ou leur bonté (Tobío 1973, 140), il le faisait en réduisant la dimension du groupe ethnique à la classe des nobles et des chevaliers. Il est, à mon avis, peu probable que ces manifestations d'orgueil ethnique aient signifié un quelconque type de solidarité verticale avec les paysans, qui, pourtant, appartenaient au même groupe ethnolinguistique. Comme il est peu probable que les paysans aient pu se montrer ethniquement solidaires avec ceux qui étaient la cause de leur misère – les procès intentés par les paysans contre les nobles pour leur disputer le contrôle de la terre sont constants dans la Galice de l'Ancien Régime (Saavedra 1991 ; Baz 1997 ; Villares 1997). L'emploi du castillan ne

devait donc représenter aucun conflit identitaire ou idéologique pour la noblesse galicienne, et ses membres ne voyaient probablement aucune incompatibilité à être nobles, galiciens et locuteurs de castillan. Gondomar toujours, qui se montrait si satisfait de sa *galeguicité*, employait normalement le castillan, au moins à l'écrit, et, dans une lettre qu'il adresse à la Cour de Valladolid pendant un séjour à Bayonne, il demande de pouvoir revenir le plus tôt possible car il oublie le castillan, n'ayant personne avec qui le parler (Tobío 1973). En cela, la noblesse galicienne ne se comportait pas autrement que les autres noblesses européennes, qui tendaient à considérer certaines langues comme « plus civilisées » ; c'était le cas du français et de l'allemand au sein de l'aristocratie russe. Ces langues, *civilisées* par les avatars du destin, étaient devenues, avec les palais, les mausolées ou les vêtements, des signes extérieurs de distinction qui soulignaient l'abîme séparant l'aristocratie du bas peuple. Leurs limites n'étaient ni ethniques ni territoriales mais étaient des limites de classe.

D'autre part, les paysans n'avaient pu éprouver de conscience ethnique tant qu'ils n'avaient pas eu de relations inter-ethniques ni de contacts avec d'autres groupes. Deux faits semblent décisifs, qui vont obliger cette population à sortir de son isolement, surtout à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'émigration temporaire vers la Castille et le Portugal, et les foires et marchés qui se tenaient dans presque tous les villages de Galice où l'on entrait en contact avec des marchands léonais, asturiens ou castillans. Au cours de ces interactions sociales, ils allaient prendre conscience que la langue était l'un des traits qui les différençaient des autres groupes, encore que rien ne prouve qu'ils aient construit leur identité sociale, totalement ou en partie, sur cette différence. À ce propos, nous avons des témoignages écrits qui montrent comment certains membres du groupe ethnolinguistique castillan percevaient le fait différentiel galicien : aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, il existait une production littéraire, écrite dans un succédané de galicien, les « *villancicos de gallegos* », saynètes créées par des Castillans où ils caricaturaient, sur le ton de la farce, la langue et la misère des émigrants galiciens qui venaient en Castille faucher le foin ou travailler comme domestiques. Ces pièces étaient conçues pour être représentées le jour de Noël devant un public de Castillans, qui devaient « deviner » que les protagonistes de l'adoration de l'Enfant Jésus étaient des Galiciens, grâce à certains marqueurs de groupe : la cornemuse, la langue, le vêtement et les pieds nus. Il va sans dire que la langue reproduite n'était qu'une contrefaçon de l'original et que l'absence de chaussures prétendait symboliser la

pauvreté des Galiciens. On voit donc que l'exogroupe dominant, le castillan, construisait l'identité sociale du Galicien sur des traits ethnoculturels (la langue, le vêtement, la musique) et socio-économiques (la pauvreté). Et, détail important dans le cadre des relations inter-ethniques, les protagonistes de ces *villancicos* s'excusaient parfois devant l'auditoire d'être galiciens (Buezo 1994, 424), ce qui montre qu'on les présentait comme tout à fait conscients de leur infériorité sociale. Nous ne savons pas si les personnages en chair et en os de ces saynètes partageaient avec les membres de l'exogroupe ce que Tajfel (1974) nomme « conscience généralisée de l'infériorité de groupe », ni s'ils entrevoyaient des solutions alternatives au *statu quo*, à une époque où la mobilité sociale était quasiment impossible. Ce que l'on sait, c'est qu'ils montraient une grande résistance devant les tentatives de l'Église de remplacer leur univers culturel par un univers plus acceptable pour l'orthodoxie catholique. Malgré les nombreuses dispositions ecclésiastiques contraires, hommes et femmes continuaient de se rassembler pour des processions, des fêtes ou des pèlerinages où ils dansaient leurs danses régionales au son de leur musique régionale, chantant dans leur langue des chansons que la culture officielle considérait comme grossières et irrespectueuses. Lorsque l'on installa les écoles temporaires, certains paysans refusèrent que leurs enfants apprennent le castillan puisque, pour travailler la terre ou prendre soin du troupeau, ils n'en avaient pas besoin (cf. à ce sujet De Gabriel 1990, 1992) ; et ces mêmes paysans traduisirent les seigneurs devant la *Real Audiencia* où ils menèrent une longue lutte judiciaire pour réduire les charges tributaires et devenir progressivement propriétaires de la terre. Tout cela semble indiquer qu'ils tentaient de conserver les attributs de leur groupe auxquels ils attachaient de la valeur (attributs culturels), et qu'ils engagèrent une action sociale pour changer ceux qui pour eux étaient négatifs (attributs socio-économiques).

La bourgeoisie quant à elle, à qui l'on attribue aussi une rapide castillanisation, formait un groupe hétérogène, suffisamment pour que ses membres aient eu une connaissance et une pratique assez inégales du castillan. À une extrémité, on trouve la petite bourgeoisie, composée de commerçants, d'aubergistes ou de marchands de vins et de cuirs ; ne jouissant d'aucune respectabilité sociale si l'on en juge par l'absence du traitement de « don », nombreux étaient ceux qui ne savaient même pas signer, ce qui dénote une alphabétisation précaire ou inexistante. Un second groupe est formé de professionnels de l'Administration (greffiers, secrétaires, avocats...) également petits rentiers. Ces bourgeois sont cultivés et respectés, ils aiment la littérature, ils tentent de

s'intégrer aux hidalgos urbains dont ils imitent les manières et la façon de vivre et cherchent à acheter des titres de noblesse (quelques-uns sont d'origine noble). Leur importance numérique est considérable et, pour la seule ville de Saint-Jacques de Compostelle, ils représentent 70% de la classe bourgeoise (Barreiro Mallón 1981). Enfin, à l'autre extrémité, on trouve la grande bourgeoisie marchande, économiquement très puissante mais peu nombreuse – à Saint-Jacques de Compostelle, elle représente environ 10% (Barreiro Mallón 1981) – elle provient en majorité d'autres régions (Asturies, Catalogne ou Pays Basque). Ce dernier groupe devait être castillanophone pour des raisons évidentes. La petite bourgeoisie commerçante, *galegophone* par sa condition sociale et son analphabétisme, devait plus ou moins bredouiller le castillan. C'est la bourgeoisie administrative et rentière qui, bilingue intermédiaire entre le galicien parlé et le castillan écrit, va profiter du pouvoir que lui confère la maîtrise de la lecture et de l'écriture, pour occuper les postes les plus rentables et les plus influents de l'Administration ; c'est elle aussi qui, aux côtés de la puissante noblesse urbaine, va donner au castillan en Galice la légitimité et le capital symbolique (Bourdieu et Boltanski 1975, Bourdieu 1980) dont le galicien était dépourvu. L'importance de la *dégaleguisation* des classes urbaines cultivées dans la Galice de l'Ancien Régime n'a donc pas été quantitative étant donné le peu de poids numérique de ces classes, elle a été qualitative.

Cette structure sociale et le manque d'esprit d'entreprise de la bourgeoisie galicienne vont retarder la disparition de la culture rurale traditionnelle et la substitution de la langue vernaculaire. L'immobilisme empêchera l'urbanisation et la création d'un réseau de communications susceptible de faciliter les contacts inter-ethniques avec la Castille. En Galice, 90% de la population vit dispersée dans de nombreuses agglomérations rurales et ses échanges linguistiques se réduisent à de petites cellules de parents et de voisins. Les quelques occasions où le castillan peut pénétrer dans ces réseaux de contacts linguistiques sont la nécessité d'émigrer provisoirement en Castille, des déplacements à La Corogne pour porter plainte auprès de l'*Audiencia*, ou la participation à des foires et des marchés où viennent des commerçants de Castille et de Léon. D'autre part, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, rares sont les villes galiciennes dont les conditions socio-économiques sont assez propices pour que se développe la castillanisation. Elles se distinguent par un taux élevé de ruralité et une population réduite – au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la ville la plus peuplée avait 4500 habitants – composée en grande partie d'illettrés : artisans, paysans, gens sans profession<sup>9</sup>. Il faut donc relativiser des témoignages comme ceux



que nous avons du Licenciado Molina, du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup> ou du Père Sarmiento, du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui parlent d'une castillanisation poussée des villes galiciennes. À l'époque, seules La Corogne et Ferrol pouvaient présenter un taux de castillanisation un peu plus élevé, en raison de leur composition socio-économique. À La Corogne se trouvaient tout l'appareil judiciaire, l'appareil militaire et les services de perception de la monarchie, avec tous les ministres, consuls, secrétaires, fonctionnaires, gouverneurs et autres bureaucrates venus de Castille ; vingt pour cent de la population y étaient directement liés à l'appareil administratif dépendant de la Couronne et la vie de la ville tournait autour de l'argent provenant du Trésor royal (Saavedra 1991). Les meilleures conditions pour une substitution linguistique y étaient réunies, le nombre des monolingues castillans devait y être supérieur à celui des autres villes et les réseaux d'échanges linguistiques plus diversifiés. La situation à Ferrol semble, elle aussi, étroitement liée à des choix politico-militaires : l'arsenal, créé en 1726, avait rassemblé là des groupes de militaires et de techniciens originaires de différentes provinces du littoral de l'Espagne (Montero Aróstegui 1858) et attiré une population *galegophone* nombreuse venue des zones rurales pour travailler au chantier naval (Saavedra 1991). La composition sociale de ces deux villes dut accélérer l'assimilation culturelle de la population rurale qui s'y installait définitivement, ce qui expliquerait qu'aujourd'hui encore les deux villes soient les plus castillanisées de la Galice (avec un taux légèrement supérieur à celui de Vigo) ; selon les données recueillies dans le *MSG* (Carte Sociolinguistique de la Galice), 67.4% de la population de Ferrol et 64.9% de celle de La Corogne parlent habituellement le castillan (voir aussi Fernández Rodríguez et Rodríguez Neira, 1995).

L'autre facteur, intimement lié aux précédents, qui a retardé la castillanisation de la population galicienne a été l'analphabétisme généralisé. Le castillan, en effet, ne pouvait bénéficier des avantages du capitalisme imprimé pour s'étendre verticalement puisque seules les classes dirigeantes en étaient les clients potentiels. Mais, pour ces classes, il fallait non seulement savoir lire mais aussi être dans une situation économique permettant de faire face au prix élevé des livres, dont une grande partie était importée de l'étranger. Compte tenu de la diversité économique et culturelle de l'ensemble de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie, on peut penser que la diffusion du castillan par la lecture n'arrivait pas à tous de la même façon mais seulement aux plus aisés d'entre eux. Selon les données fournies par Barreiro Mallón (1981) pour Saint-Jacques de Compostelle, au XVIII<sup>e</sup> siècle, 90% du clergé urbain, 50% de la

noblesse et 36% de la bourgeoisie possédaient une bibliothèque. Mais le castillan n'avait pas l'exclusivité au sein de cette minorité privilégiée de lecteurs car il se trouvait en concurrence avec d'autres langues qui jouissaient d'un grand prestige parmi les élites européennes, telles le latin ou le français.

L'éducation des masses fut presque inexistante jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, où l'État libéral mit en place un réseau d'écoles primaires plus ou moins stable et un corpus législatif visant la centralisation et l'uniformisation de l'enseignement, dont l'aboutissement fut la Loi Moyano de 1857. Durant le premier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, la population masculine adulte possédant une certaine maîtrise de l'écriture n'atteignait que quelque 8% dans la Galice rurale (qui comptait cependant 90% de la population totale) et 20%-28% dans les villes (Dubert 1994). À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces pourcentages vont peu à peu augmenter grâce à l'implantation d'écoles de bienfaisance et à l'impulsion donnée à l'industrie textile rurale, qui fait prendre conscience aux paysans que, pour commercialiser le lin, il convient de posséder des rudiments de comptabilité et de lecture-écriture (Saavedra 1992). Dans la seconde moitié du siècle, Charles III dicte la *Real Cédula de Aranjuez*, par laquelle l'usage du castillan est rendu obligatoire dans l'enseignement, et la *Real Orden*, où il est prescrit que l'enseignement du castillan doit s'appuyer sur la grammaire publiée par la *Real Academia Española* en 1771. Mais la nouvelle légitimité que les Bourbons confèrent au castillan dans un État de plus en plus centralisé, y compris culturellement, aura peu de répercussions en Galice, en raison de la particularité du système scolaire que l'on y a mis en place. Et même lorsque, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la scolarisation se sera étendue, le nombre d'établissements sera encore trop réduit et ne suffira pas à toucher toute la population galicienne, dont la dispersion rendait la diffusion de l'alphabétisation particulièrement difficile. On calcule qu'à la fin du siècle, 50% des enfants galiciens n'avaient eu aucun contact avec l'école et que 38,42% avaient eu accès à l'école primaire (De Gabriel 1990, 1992). Mais, même au sein de ce dernier groupe, la castillanisation ne pouvait être poussée à cause du manque de formation des enseignants et d'assiduité des élèves. Les écoles temporaires, que les enfants fréquentaient lorsqu'ils étaient libérés des travaux des champs, étaient nombreuses en Galice, mais la moitié des maîtres n'avaient qu'une maigre culture littéraire, voyant dans l'enseignement un simple complément de survie. Leur connaissance du castillan étant pauvre, ils ne pouvaient utiliser cette langue comme véhicule de l'enseignement et, durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, l'étude de la grammaire castillane dans les écoles populaires galiciennes sera

très peu répandue. Seuls les rares enfants qui atteignaient le statut d'*estudiantes* (De Gabriel 1990, 1992), grâce à l'accès aux études supérieures, parvenaient à une maîtrise parfaite du castillan, et cela va se révéler d'une importance capitale à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'expansion des études secondaire liera définitivement le castillan à la mobilité sociale. À l'époque du libéralisme, les tentatives institutionnelles d'intégrer le castillan dans l'enseignement public vont être habituelles ; c'est l'époque où, pour la première fois, l'unification linguistique ne répond pas seulement au désir de perfectionner le fonctionnement d'une administration unifiée, mais aussi, ou surtout, à l'association désormais grandissante entre unité linguistico-culturelle et unité nationale, que le nationalisme espagnol naissant s'attache à propager. La réforme des méthodes pédagogiques du XIX<sup>e</sup> siècle avait entraîné l'abandon total du latin comme outil d'enseignement, et remplacé cette langue par les langues maternelles vernaculaires, au nombre desquelles on ne comptait que le nombre réduit de celles qui avaient servi, pendant plusieurs siècles, de langues communes de l'administration étatique – dans le rapport sur l'instruction publique en Espagne, dirigé par Manuel José Quintana en 1813, seul le castillan est admis comme langue d'enseignement. Ce n'est que lorsqu'on reconnaissait les difficultés évidentes que pouvaient avoir les enfants scolarisés en castillan, que l'on permettait l'usage du galicien comme soutien pédagogique, ce qui donna lieu à la rédaction de quelques manuels où des mots castillans, incompréhensibles pour les enfants *galegophones*, étaient traduits en galicien (De Gabriel 1992). L'interdiction d'enseigner dans des langues autres que le castillan s'est poursuivie durant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, avec des textes comme les *Reales Decretos* de 1902 et 1926. Anderson (1983) affirme que la seule possibilité d'unification linguistique d'un territoire est l'existence d'un grand nombre de lecteurs monolingues dans les communautés bilingues et la généralisation de l'école obligatoire. Dans l'État espagnol, cette possibilité a commencé à voir le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle

#### 4. La Renaissance littéraire du XIX<sup>e</sup> siècle

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le positivisme éclairé européen défendait l'uniformité linguistique des États comme un moyen d'aller vers le progrès et le « bonheur » des peuples. En Espagne, cette idée se traduit par des mesures telles que la création de la *Real Academia de la Lengua española* (1713) et par les tentatives de généralisation de l'enseignement primaire en castillan. Les

propositions politiques et linguistiques en sont nettement centralistes et on ne s'intéresse guère aux langues régionales et non officielles. Dans ce contexte idéologique se distingue, par son excentricité, l'intérêt singulier que les esprits éclairés galiciens portent à la langue régionale et qui les pousse à inventorier le lexique et les pièces de la littérature populaire. Leurs efforts donnent lieu à des recueils lexicographiques, en grande partie inachevés (les *Papeletas de un diccionario gallego* du Père Sobreira ou le *Catálogo de voces gallegas* de Cornide), dont s'inspireront les auteurs des premiers manuels de grammaire et des dictionnaires galiciens au XIX<sup>e</sup> siècle. L'un de ces penseurs, le bénédictin Fray Martín Sarmiento, se distingue par la fécondité de son œuvre et son attitude originale face au galicien. La particularité de cet auteur n'est pas de prendre pour objet d'étude scientifique une langue qui, à l'époque, était considérée comme un vulgaire dialecte, ce qui pourrait s'expliquer par sa curiosité d'érudit, mais d'entreprendre cette étude dans un esprit de défense explicite du galicien, au point qu'il en réclame l'introduction dans l'enseignement, comme instrument pédagogique (Pensado 1984), malgré le caractère alors saugrenu de cette proposition. Sur ce point, le Père Sarmiento ne fait que suivre fidèlement les principes d'utilité et de rationalisme en vigueur à l'époque : une méthode pédagogique efficace et rationnelle doit utiliser, pour véhicule de l'enseignement, la langue maternelle de l'élève, quelle que soit cette langue. Il ne fait aucun doute que son plaidoyer en faveur du galicien et de ses « rustiques » locuteurs repose en partie sur son attachement à ce qui avait été sa langue maternelle, mais on ne comprendrait pas son insistance si elle ne s'accompagnait d'une motivation idéologique ; même si cette motivation ne peut être qualifiée de nationaliste, comme le remarque à juste titre Beramendi (1997), elle laisse deviner clairement une conscience ethnique et une préoccupation sociale.

Les écrits de Sarmiento sur le galicien n'ont jamais été publiés de son vivant. Il faudra attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que quelques-unes de ses analyses étymologiques et historiques soient reprises et publiées par les intellectuels romantiques, qui, bien qu'ayant des motivations très différentes, trouvent chez le bénédictin une autorité sur laquelle s'appuyer (cf. « Carta al Padre Terreros », publiée par Manuel Murguía en 1880 dans *La Ilustración Gallega y Asturiana*). Cependant, les œuvres de la Renaissance littéraire galicienne auront des répercussions plus grandes que celles des esprits éclairés du siècle précédent, et ce, pour plusieurs raisons : (i) les écrivains ne conçoivent plus l'écriture comme un exercice intellectuel pouvant satisfaire une inquié-

tude intérieure, ce qui avait été le cas de Sarmiento, mais ils ont maintenant l'ambition de faire connaître leurs ouvrages à un public de lecteurs ; (ii) ils ne se limitent plus à écrire des traités philologiques *sur* le galicien, ils écrivent de la littérature *en* galicien ; (iii) les œuvres littéraires en galicien ne sont plus le résultat d'initiatives isolées et sporadiques, mais elles sont le produit d'un mouvement collectif structuré, qui considère que la « culture authentique » émane du peuple et que sa véritable expression est la langue que parle le peuple ; (iv) ce mouvement littéraire ne peut être dissocié du mouvement politique né en 1840 avec le Provincialisme, qui va progressivement évoluer vers des revendications à tendance nationaliste, et qui fera de la langue et de l'ethnicité galiciennes les deux attributs fondamentaux légitimant ses prétentions politiques. Ajoutons toutefois que tous ceux qui écrivaient en galicien dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle n'étaient pas régionalistes, et que tous les régionalistes n'écrivaient pas en galicien.

La production littéraire en galicien avait commencé dans la première moitié du siècle. L'un des ouvrages de cette époque, *A gaita gallega* de Juan Manuel Pintos (1853), constitue une véritable tentative de légitimation du galicien par son exaltation apologétique, et il présente quelques suggestions pour la codification d'une variété commune. Mais c'est entre 1863 et 1886 que seront publiées les œuvres majeures de la Renaissance galicienne : *Cantares Gallegos* et *Follas Novas* de Rosalía de Castro, *Aires da Miña Terra* de Manuel Curros Enríquez et *Queixumes dos Pinos* d'Eduardo Pondal. Parallèlement paraissent les premières grammaires et les premiers dictionnaires de galicien, qui formulent des suggestions pour la fixation d'une langue standard. Ces suggestions couvrent une gamme qui va de l'acceptation du galicien populaire parlé dans la Galice rurale (Saco y Arce, 1867) au rejet de tous les traits morphosyntaxiques qui le différencient du castillan (Valladares, 1892).

La Renaissance galicienne est essentiellement poétique et repose sur des thèmes populaires et de mœurs, mais on y trouve quelques exemples de poésie sociale. Vers la fin du siècle paraissent quelques romans-feuilletons, inférieurs, en qualité, à la lyrique. Il n'y aura pas de textes scientifiques ni d'essais écrits en galicien, y compris pour défendre l'usage de la langue ou pour en faire l'éloge. Après les premiers ouvrages du Romantisme publiés en galicien et l'accueil favorable qu'ils avaient reçu, il existait comme un sentiment généralisé que cette langue était bien valable pour la littérature, mais non pour autre chose – dissociation qui rappelle celle du Moyen Âge, où l'on distinguait entre langues littéraires et langues documentaires. Les membres de

*l'intelligentsia* qui défendaient son usage oral et sa valeur littéraire se montraient eux-mêmes timorés pour prononcer leurs discours publics en galicien. Un seul exemple suffira, celui de Manuel Murguía, le président de la *Real Academia Gallega*, qui prononça, en castillan, son discours d'inauguration en 1906. Avant 1876, où paraît un hebdomadaire entièrement écrit en galicien (*O tío Marcos da Portela*), cette langue figurait dans la presse sous forme de collaborations littéraires, exclusivement ou presque. Cette revue inaugure une pratique qui va se poursuivre, dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, par la parution de *A Nosa Terra* et de la revue *Nós*, deux organes du mouvement nationaliste galicien, le premier à visée sociopolitique, le second à caractère culturel. Dans leurs pages, le galicien va désormais être utilisé pour traiter n'importe quel sujet.

C'est dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que commence à se réveiller une conscience nationale galicienne. En 1840 naît une pensée politique autocentrée qui va peu à peu évoluer pour aboutir, en 1916, au Nationalisme. Les différentes étapes que traverse ce courant se distinguent les unes des autres non seulement par l'ampleur des prétentions politiques (depuis la simple décentralisation jusqu'au fédéralisme) mais aussi par les attributs de groupe qui servent de base aux revendications, et en particulier par la place qu'occupe la langue parmi ces attributs. Le Provincialisme, qui réclamait la décentralisation, tendait à s'appuyer sur une exaltation bucolique de la Galice, et la langue s'y mêlait aux qualités humaines de ses habitants, à la beauté de ses paysages, à son brillant passé ou encore à sa solide loyauté à l'égard de l'Espagne. Le Régionalisme libéral évoque, quant à lui, de manière constante, l'existence d'une langue vernaculaire autochtone comme symbole distinctif de la Galice face à l'Espagne, à côté de son passé historique indépendant et de ses origines ethniques. La Castille est présentée, de manière plus explicite qu'auparavant, comme l'exogroupe dominant responsable de la marginalisation historique de la Galice, et la subordination du galicien au castillan devient la métaphore de la subordination de la Galice à la Castille. Les revendications politiques des régionalistes vont prendre peu à peu les contours de la nette compétition entre groupes qui caractérisera le nationalisme ultérieur. La nécessité de renforcer les frontières entre les groupes commence à se faire sentir, et l'on tend à exagérer les traits distinctifs de l'endogroupe, en accentuant fréquemment la composante celte, comme le fait Murguía, ou à transformer en martyrs de la lutte inter-ethnique des personnages médiévaux dont la véritable histoire n'a pas grand chose à voir avec la libération du peuple galicien, tel le maréchal

Pardo de Cela, décapité sur ordre des Rois Catholiques. En 1916 sont créées les *Irmandades da Fala* [*Confréries de la Parole*], formellement reconnues comme nationalistes en 1918 ; la langue sera alors identifiée avec l'expression de la personnalité collective de la Galice et l'idée va se répandre que sa vitalité dépend de la vitalité politique et culturelle de la communauté galicienne. Revitaliser la langue et la rendre digne, à l'oral comme à l'écrit, devient le moyen incontournable pour que la Galice elle-même récupère sa dignité et son identité collectives. C'est pourquoi, contrairement à ce qu'avait fait le Régionalisme précédent, l'*intelligentsia* nationaliste va écrire et prononcer tous ses discours publics en galicien – car ce n'est qu'en galicien qu'ils peuvent être véritablement galiciens – et elle demande l'introduction du galicien dans l'Administration et dans l'enseignement, en tant que langue co-officielle à côté du castillan. Ces revendications semblaient devoir être satisfaites par l'approbation plébiscitaire du Statut d'Autonomie de 1936. Mais c'est alors qu'éclate la guerre civile espagnole, qui s'accompagne de la persécution de tous les nationalismes autres que l'espagnol et de l'ostracisme public de toutes les langues autres que le castillan.

Le discours nationaliste construisait l'identité sociale sur des éléments ethnolinguistiques : celui qui se sentait galicien devait parler galicien et celui qui renonçait à sa langue reniait son identité. Cette idée perdue dans le nationalisme actuel et elle est sous-jacente dans l'emploi du terme *auto-haine*, par lequel on explique pourquoi des *galegophones* transmettent à leurs enfants le castillan comme langue première ou pourquoi ils se castillanisent eux-mêmes afin de monter dans l'échelle sociale ou de consolider leur statut. Ainsi, la substitution linguistique est vue comme le résultat de la haine que les acteurs sociaux portent à leur identité ethnolinguistique et qui provient des connotations négatives associées à leur langue (pauvreté, rusticité, retard). À la base de cette interprétation, on trouve l'idée que tous les Galiciens ont choisi de manifester leur loyauté ou leur déloyauté à l'égard du groupe ethnique au moyen de la langue ; mais il n'y a pas de raison pour qu'il en soit forcément ainsi. Que l'on songe aux Galiciens castillanisés, qui envoient leurs enfants aux cours de danse ou de musique régionales et qui les déguisent avec le costume régional pour fêter, à l'école, le Jour des Lettes Galiciennes, ou bien qui les baptisent de prénoms typiquement galiciens ; de nombreux gallaïcistes, engagés sur la question de la langue, considèrent ce type de rituels comme une sorte de folklorisation identitaire. Mais on ne saurait affirmer que les protagonistes les interprètent de la même manière et l'on ne peut pas en déduire qu'ils ressentent

de la haine envers leur groupe ethnique ni le désir de l'abandonner pour s'intégrer entièrement dans l'exogroupe dominant. Ainsi que l'écrit Eriksen (1993), les identités ethniques et les niveaux d'inclusion et d'exclusion du groupe sont des phénomènes graduels, et ils se manifestent sous forme de loyautés et de déloyautés envers le groupe, elles aussi graduelles et hiérarchisées (voir aussi Breton 1995). Il est très probable que le degré d'adhésion au groupe ethnique galicien d'un membre qui refuse, délibérément, de parler le castillan est plus élevé que celui des membres castillanisés, et que son identité ethnolinguistique occupe une place plus importante dans la structuration pyramidale de ses multiples identités. Mais cela ne veut pas dire que la cause de la *dégaleguisation* de l'individu castillanisé soit la haine envers lui-même. L'identité sociale d'un individu est complexe et variée, elle se construit en permanence et se renégocie dans chaque situation, et elle se compose d'une série d'attributs qui peuvent être jugés positifs ou négatifs. La langue galicienne a été un attribut jugé négativement durant des siècles parce qu'on la considérait comme un obstacle à la mobilité sociale. C'est pourquoi de nombreux *galegophones* ont renoncé à la parler, mais ils ont conservé d'autres attributs qu'ils considéraient comme faisant partie de leur identité sociale ou se sont servis de nouveaux symboles pour montrer leur adhésion à leur groupe ethnique, tels l'anthroponymie ou le folklore.

Mais cette attitude envers la langue s'est sensiblement modifiée, tant dans le domaine social que dans le domaine institutionnel, à la suite de l'instauration du Statut des Autonomies – celui de la Galice a été accordé en 1981 – et de l'entrée en vigueur de la Loi de Normalisation Linguistique du Galicien en 1983 (LNL). Depuis lors, des groupes politiques naguère radicalement centralistes en matière politique et culturelle, qui, il y a peu, ignoraient l'identité ethnolinguistique galicienne ou la réduisaient à la dimension d'une curiosité anthropologique, la défendent aujourd'hui comme quelque chose qui leur appartient aussi ; ce qui est en nette contradiction avec le peu d'intérêt que ces forces politiques, notamment celle qui gouverne la Communauté depuis 1989 (le Parti Populaire), portent au respect de la LNL – en particulier dans un domaine aussi sensible que l'enseignement – et avec leur refus de mener une politique de conservation/récupération linguistique réellement profonde, autrement dit : leur refus de créer des écoles *galiciennes*, où les parents qui le souhaitent pourraient scolariser leurs enfants entièrement en galicien, à l'image de celles qui existent au Pays Basque et en Catalogne. Il se peut qu'une grande partie de la population galicienne ne s'intéresse pas vraiment au tour que



prendra la politique linguistique en Galice ni qu'elle soit disposée à renoncer à l'usage qu'elle fait quotidiennement du castillan (cf. Fernández Rodríguez et Rodríguez Neira 1996, 120, 166, 182) ; mais, quoi qu'il en soit, un discours idéologique ouvertement *antigaleguiste* n'est plus payant aujourd'hui en Galice. Ce qui a obligé les hommes politiques non nationalistes à se couvrir d'un vernis *galeguiste* et à faire leurs interventions publiques en galicien, plus particulièrement pendant les campagnes électorales, indépendamment du fait que leur maîtrise de la langue soit parfois nettement précaire. Par ailleurs, l'idéologie *galeguiste* et la pratique linguistique sont deux phénomènes qui se dissocient progressivement. Le succès politique que remporte le nationalisme galicien depuis le milieu des années quatre-vingt n'est pas dû à la seule action des électeurs monolingues en galicien. L'origine d'une grande partie de son électorat est citadine, jeune et universitaire (Núñez Seixas 1998), c'est-à-dire qu'elle coïncide avec le profil sociologique du locuteur de castillan (d'après les données recueillies dans la Carte Sociolinguistique de la Galice [MSG] en 1992, 30.8% des électeurs du *Bloque Nacionalista Galego* étaient castillanophones). Ce groupe important d'électeurs apporte peut-être la preuve la plus tangible de l'opportunité de relativiser et de nuancer le lien existant entre adhésion ethnique ou ethnopolitique et comportement linguistique dans la Galice d'aujourd'hui.

#### NOTES

1) L'irlandais, le provençal et autres langues minoritaires européennes qui connurent un brillant passé littéraire ne sont pas parvenues à se constituer comme langues communes dans leurs territoires respectifs. Cependant, les variétés écrites du flamand, qui, à la Renaissance, n'avaient donné lieu qu'à une maigre et médiocre littérature, ont pu être unifiées et accéder au statut de langue commune (cf. Baggioni 1997).

2) On rappelle souvent que la haute noblesse galicienne fut réduite au silence par la force et l'exil. Il est vrai que les incendies et les destructions de forteresses étaient des mesures d'intimidation, mais il est également vrai que cette haute noblesse ne refusait pas les succulentes propositions royales sous forme de fonctions politiques et diplomatiques à la Cour et qu'elle était directement favorisée par les souverains face aux plaintes pour abus de pouvoir déposées par les vassaux (cf. Saavedra 1991, Baz 1997).

3) La seule loi connue allant dans ce sens date de 1480 : à la demande des procureurs des *Cortes* de Tolède, elle oblige tous les secrétaires à passer un examen en castillan pour obtenir la licence du *Real Consejo* (Ferro Couselo 1958).

4) D'après Milhou (1989), l'origine de cette « falsification historique », qui fit des Rois Catholiques les promoteurs héroïques de l'unification linguistique, réside dans les dictatures de Primo de Rivera et du général Franco. Ces régimes ne pouvaient justifier leur politique d'assimilation en se référant aux Lumières ni au libéralisme, promoteurs réels du centralisme linguistique, mais idéologiquement aux antipodes de ce que représentaient les dictatures.

5) Nous employons ici les concepts de normalisation et de standardisation au sens où les emploie la sociolinguistique occitane et catalane. La normalisation est le processus par lequel, sur un territoire donné, se généralise, comme modèle de prestige et langue commune, une variété linguistique déterminée. La standardisation serait le processus délibéré de grammaticalisation et de création d'institutions unificatrices, telles les Académies de la langue, dont le but est de légitimer ensuite l'imposition de cette langue sur des territoires multilingues politiquement unifiés (cf. Baggioni 1997, 84-94).

6) En 1597 le chapitre de la cathédrale de Saint-Jacques se plaint auprès de l'évêché ; en 1730 une révolte se produit au monastère d'Oseira ; entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, la *Junta* du Royaume de Galice rédige, elle aussi, des plaintes de ce type (Ferro Ruibal 1987, Saavedra 1991, Pérez García 1980).

7) Cette pratique allait déchaîner les vives protestations du Père Sarmiento. Par son rationalisme éclairé et sa mentalité pragmatique, il ne pouvait admettre l'échec du sacrement de la pénitence dû à l'ignorance du galicien de la part des confesseurs. C'est pour cette raison qu'il proposa (1971-72[1770]) que tous les étrangers exerçant en Galice passent un examen de langue galicienne ; une proposition avancée que l'Église galicienne n'a toujours pas adoptée aujourd'hui.

8) « [...] si, au cours du passage entre le Moyen Âge et l'Âge Moderne, la noblesse s'est linguistiquement castillanisée, au cours du passage entre l'Âge Moderne et l'Âge Contemporain, c'est la bourgeoisie qui s'est castillanisée. »

9) D'après Saavedra (1991), à Saint-Jacques de Compostelle ils constituaient 83,5% de la population totale, tandis que l'élite urbaine ne représentait que 3,5% et les classes moyennes 12,75%.

10) Cité dans l'édition de Ruiz Almansa (1948, 112).

## BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO MONTERO (Xesús), 1991. « O día en que se inaugurou a Academia Galega : o problema da(s) lingua(s) », in : M. Brea/F. Fernández Rei (coords.), *Homenaxe ó Profesor Constantino García*. Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela, 7-18.
- ANDERSON (Benedict), 1983. *Comunidades imaginadas. Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo*. México : Fondo de Cultura Económica.
- AZEVEDO MAIA (Clarinda), 1992. « A situação linguística da Galiza do século XIII ao século XVI », *Actas do I Congreso Internacional da Cultura Galega*. Santiago de Compostela : Xunta de Galicia, 1991, 361-370.
- BAGGIONI (Daniel), 1997. *Langues et nations en Europe*. Paris : Payot & Rivages.
- BARREIRO MALLÓN (Baudilio), 1981. « Las clases urbanas de Santiago en el siglo XVIII : Definición de un estilo de vida y de pensamiento », in : A. Eiras Roel y cols., *La historia social de Galicia en sus fuentes de protocolos*. Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela, pp. 449-494.
- BAZ (María J.), 1997. « A lexitimación das casas nobiliarias galegas no tránsito á Idade Moderna », in : G. Pereira-Menaut (coord.), *Galicia fai dous mil anos. O feito diferencial galego*. Santiago de Compostela : Museo do Pobo Galego, 1997, vol. 2, 91-122.
- BERAMENDI (Xusto G.), 1992. « A función da historia no nacionalismo español », *Actas do I Congreso Internacional da Cultura Galega*. Santiago de Compostela : Xunta de Galicia, 1991, 125-132.
- BERAMENDI (Xusto G.), 1997. « Sociedade, nación e política en Sarmiento e nos ilustrados galegos », *O Padre Sarmiento e o seu tempo. Actas do Congreso Internacional do Tricentenario de Fr. Martín Sarmiento (1695-1995)*. Santiago de Compostela : Consello da Cultura Galega, T. I, 265-282.
- BERAMENDI (Xusto G.), 1998. « Identidad, etnicidade e Estado na España contemporánea », *Grial* 138, 239-260.
- BLANCO PÉREZ (Domingo), 1994. *Historia da literatura popular galega*. Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela.

- BOURDIEU (Pierre)/Boltanski (Luc), 1975. « Le fétichisme de la langue », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 4, 2-32.
- BOURDIEU (Pierre), 1980. *La Distinción. Criterio y bases sociales del gusto*. Madrid : Taurus.
- BRETON (Roland), 1995. *L'Ethnopolitique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- BUEZO (Catalina), 1994. « La figura del gallego en los villancicos toledanos de los siglos XVII y XVIII », in : R. Lorenzo (ed.), *Actas do XIX Congreso Internacional de Lingüística e Filoloxía Románicas*. A Coruña : Fundación « Pedro Barrié de la Maza, Conde de Fenosa », 1994, T. IV, 417-447.
- CARBALLO CALERO (Ricardo), 1974. « La constitución del gallego como lengua literaria », *Verba* 1, 31-40.
- CARBALLO CALERO (Ricardo), 1979. « Sobre a nosa lingua », *Grial* 64, 140-152.
- DALRYMPLE (M. Whiteford), 1774. « Viaje a España y a Portugal », in : J. García Mercadal (ed.), *Viajes de extranjeros por España y Portugal*. Madrid : Aguilar, 1952, 651-700.
- DE GABRIEL (Narciso), 1990. *Leer, escribir y contar. Escolarización popular y sociedad en Galicia (1875-1900)*. A Coruña : Edicións do Castro.
- DE GABRIEL (Narciso), 1992. « Lengua y escuela en Galicia », in : A. Escolano (dir.), *Leer y escribir en España : doscientos años de alfabetización*. Madrid : Fundación Germán Sánchez Ruipérez/Pirámide.
- DUBERT (Isidro), 1994. « A cultura popular na Galicia rural do Antigo Réxime, 1500-1830. Ofensivas e resistencias », *Grial* 122, 235-254.
- ERIKSEN (Thomas-Hylland), 1993. *Ethnicity & Nationalism. Anthropological Perspectives*. Boulder : Pluto Press.
- FERNÁNDEZ DEL RIEGO (Francisco), 1983. *Pensamento galeguista do século XIX*. Vigo : Galaxia.
- FERNÁNDEZ DEL RIEGO (Francisco), 1983. *Pensamento galeguista do século XX*. Vigo : Galaxia.
- FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ (Mauro)/RODRÍGUEZ NEIRA (Modesto), [Coords.], 1995. *Usos lingüísticos en Galicia*. A Coruña : Real Academia Galega.
- FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ (Mauro)/RODRÍGUEZ NEIRA (Modesto), [Coords.], 1996. *Actitudes lingüísticas en Galicia*. A Coruña : Real Academia Galega.

- FERRO COUSELO (Xesús), 1958. « Cómo e por qué os escribanos deixaron de empregar o galego », *Homenaxe R. Otero Pedrayo no LXX aniversario do seu nacemento*. Galaxia : Vigo, 1958, 251-253.
- FERRO RUIBAL (Xesús), 1987. *A Igrexa e a lingua galega*. Santiago de Compostela : Consello da Cultura Galega.
- FILGUEIRA VALVERDE (Xosé), 1982. « O galego escrito, entre o latín e o castelán, no Medievo », in : D. Kremer/R. Lorenzo (ed.), *Tradición, actualidade e futuro do galego*. Actas do Coloquio de Tréveris. Santiago de Compostela : Xunta de Galicia, 1982, 127-130.
- HERMIDA GULÍAS (Carme), 1992. *Os precursores da normalización. Defensa e reivindicación da lingua galega no Rexurdimento (1840-1891)*, Vigo : Xerais.
- HOBBSAWN (Eric), 1991. *Naciones y nacionalismo desde 1780*. Barcelona : Editorial Crítica.
- LUCAS LABRADA (José), 1804. *Descripción del Reino de Galicia*, in : J. Ruiz Almansa (ed.), *La población de Galicia (1500-1945). Según los documentos estadísticos y descriptivos de cada época*. Madrid : CSIC/Instituto 'Balmés' de Sociología, 1948, Vol. I.
- MADRIÑÁN (Xavier R.), 1997. « Todos somos nacionalistas. A asunción acrítica da determinación cultural da política », *Grial* 134, 165-183.
- MARIÑO PAZ (Ramón), 1998. *Historia da lingua galega*. Santiago de Compostela : Sotelo Blanco.
- MILHOU (Alain), 1989. « L'Impérialisme linguistique castillan : Mythe et réalité », *Cahiers du C.R.I.A.R.* 9, 7-21.
- MONTEAGUDO (Henrique), 1993. « Aspectos sociolingüísticos do uso escrito do galego, o castelán e o latín na Galicia tardomedieval (ss. XIII-XV) », in : E. Fidalgo/P. Lorenzo Gradín (coords.), *Estudios galegos en homenaxe ó profesor Giuseppe Tavani*. Santiago de Compostela : Xunta de Galicia/Centro de Investigacións Lingüísticas e Literarias Ramón Piñeiro, 1993, 169-185.
- MONTERO AROSTEGUI (José), 1858. *Historia y descripción de El Ferrol*. Puentedeume : Imprenta Vda. Miguel López Latorre.
- MURGUÍA (Manuel), 1881. « Irlanda y Galicia », *La Ilustración Gallega y Asturiana*, 3 :11, 123-124 ; 3 :14, 158-159.
- NÚÑEZ SEIXAS (Xosé M.), 1998. « Radicais e pragmáticos : do nacionalismo galego a finais do século XX », *Grial* 138, 313-348.

- PÉREZ GARCÍA (Xosé M.), 1980. « Idade Moderna », *Historia de Galiza*. Madrid : Alhambra, 139-218.
- PINTOS (Juan Manuel), 1853. *A gaita gallega tocada polo gaiteiro, ou sea Carta de Cristus para ir dependendo a ler, escribir e falar ben a lingua gallega, e aínda mais*. Pontevedra : Imprenta de José Primitivo Vilas. [Reproducción facsímil, A Coruña : Real Academia Galega 1981].
- SAAVEDRA (Pegerto), 1991. *A Galicia do Antigo Réxime. Economía e sociedade*. A Coruña : Hércules edicións.
- SAAVEDRA (Pegerto), 1992. *A vida cotiá en Galicia de 1550-1850*. Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela.
- SACO Y ARCE (Juan Antonio), 1867. *Gramática gallega*. Ourense : Artes Gráficas Tanco, 1967 (2ª ed.).
- SARMIENTO (Fray Martín), 1755. « Estudio sobre el origen y formación de la lengua gallega », *La Ilustración Gallega y Asturiana*, 1880, 2 :9, 116 ; 2 :10, 124-125 ; 2 :11, 137 ; 2 :13, 168 ; 2 :18, 225 ; 2 :19, 236-237 ; 2 :20, 248. [Prólogo y notas de Manuel Murguía].
- SARMIENTO (Fray Martín), 1770. « Discurso Apologético por el arte de rastrear las más oportunas etimologías de las voces vulgares », ed. y estudio crítico de J. L. Pensado, *Boletín de la Real Academia Gallega*, 1971-72, T. XXXI, 1-83.
- SARMIENTO (Fray Martín), 1798. « Discurso sobre el método que debía guardarse en la primera educación de la juventud », ed. y estudio crítico de J. L. Pensado, *La educación de la juventud de Fray Martín Sarmiento*. Santiago de Compostela : Xunta de Galicia, 1984.
- SOBREIRA (Fray Juan), 1979. *Papeletas de un diccionario gallego*, ed. y estudio crítico de J. L. Pensado. Orense : Instituto de Estudios Orensanos « Padre Feijoo ». [ms. del siglo XVIII].
- TAVANI (Giuseppe), 1986. *A poesía lírica galego-portuguesa*. Vigo : Galaxia.
- TAJFEL (Henri), 1974. « Social Identity and Intergroup Behaviour », *Social Science Information* 13, 65-93
- TOBÍO (Lois), 1973. « Gondomar e o galego », *Grial* 40, 133-144.
- TOBÍO (Lois), 1980. « Galego familiar e galego escrito a comezos do século XVII », *Grial* 69, 357-358.
- VALLADARES NÚÑEZ (Marcial), 1892. *Elementos de gramática gallega*. Vigo : Galaxia/Fundación Penzol, 1970.
- VILLARES (Ramón), 1984. *A Historia*. Vigo : Galaxia.

- VILLARES (Ramón), 1997. « A fortaleza do campesiñado galego », in : G. Pereira-Menaut (coord.), *Galicia fai dous mil anos. O feito diferencial galego*. Santiago de Compostela : Museo do Pobo Galego, 1997, vol. 2, 147-200.
- WRIGHT (Roger), 1991. « La enseñanza de la ortografía en la Galicia de hace mil años », *Verba* 18, 5-25.